



RAPPORT MORAL ET D'ORIENTATION

ASSEMBLEE GENERALE DU CAC - 22 MARS 2019

LES ASSOCIATIONS CITOYENNES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX
Comment agir collectivement pour une société écologique, solidaire, démocratique

Aujourd'hui tout est lié.

2018 s'est achevée sur une mobilisation sociale inédite avec les manifestations des « gilets jaunes ». Toutefois elle n'est pas arrivée comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, il y avait eu des prémisses.

Souvenons-nous, en 2009 le LKP en Guadeloupe se crée en collectif regroupant une cinquantaine d'organisations pour dénoncer l'exploitation outrancière dont sont victimes les guadeloupéens. Il trouve son origine dans les manifestations de décembre 2008 contre le coût des carburants. Durant la grève générale de 2009, le collectif établit une liste de 146 revendications contre la vie chère : bas salaires, prix de l'eau, gel des loyers, taxe sur les produits locaux... les revendications sont larges et couvrent des secteurs très variés, le pouvoir d'achat, les services publics, l'éducation, la culture, l'emploi, mais aussi la dignité et l'égalité entre les êtres humains... Il se tourne directement contre quelques grands groupes d'entreprises qui constituent un oligopole profitant de la situation insulaire pour pratiquer des prix abusifs. Les émeutes sont violentes. Un syndicaliste trouvera la mort au retour d'un meeting. En Martinique où un couvre-feu sera instauré, à la Réunion, à Saint-Martin des mouvements identiques se développent.

De nombreux mouvements de contestation des politiques gouvernementales ont eu lieu ces dernières années, manifestations contre la loi El-Khomeri sur la réforme du code du travail, puis contre les ordonnances Macron. Même si ce n'est pas de la même ampleur du point de vue de la mobilisation, les réactions et actions suscitées par la suppression des emplois aidés relèvent aussi de cette contestation. Les formes que prennent les mobilisations sont en fait très variées, l'exemple actuel de la mobilisation sur les dérèglements climatiques en est une autre démonstration : pétition et dépôt de plainte contre le gouvernement pour inaction, manifestations tous les vendredis des étudiants et lycéens, et le mouvement est international, manifestations de plus en plus fréquentes et massives des citoyens sur ce sujet.

Et si nous prenons un peu de recul, nous voyons que depuis des années les révoltes, voir les révolutions, se multiplient à travers le monde contre l'accaparement des richesses par une poignée d'individus, une petite oligarchie qui prétend diriger le monde. En 2007-2008, dans une dizaine de pays les plus pauvres du monde, des émeutes de la faim éclatent. Elles trouvent leur origine dans l'augmentation brusque de produits alimentaires de base. Si les causes sont complexes, le lien avec la crise des subprimes et la volonté de quelques groupes financiers d'investir sur les matières premières et les denrées alimentaires, considérées comme des valeurs refuge en période de crise, a mécaniquement amplifié des raisons plus conjoncturelles, comme les effets du climat, et le recul des sols arables.

En 2010, la période dite des « printemps arabes » est d'abord née de manifestations contre la hausse des denrées alimentaires et la cherté de la vie. La part jouée par les réseaux sociaux a amplifié les luttes locales pour en faire un mouvement plus global à l'échelle de toute une région du monde, contre le manque de libertés individuelles et publiques, soulevant une réelle espérance. Hélas, ça ne débouche pas toujours sur la démocratie et le partage des richesses, comme le démontre le cours des événements en Égypte, en Syrie ou en Irak. Les situations sont très complexes, voire dramatiques, entre guerre civile, arrivée de mouvements islamistes au pouvoir, coup d'état militaire, elles n'en reflètent pas moins l'aspiration des

peuples à prendre leur destin en main et refuser les dominations économiques, sociales, sociétales auxquels ils sont asservis. L'ampleur des soulèvements aujourd'hui en Algérie dans lequel le peuple se sent acteur, directement concerné par une refondation de l'État et de ses institutions est sans précédent dans ce pays. La question de la légitimité du peuple et de sa représentation ne peut trouver réponse que dans l'articulation des revendications avec un mouvement de masse pacifique et démocratique.

La lutte est sans merci, l'oligarchie financière et des multinationale n'hésite pas à plonger durablement tout un peuple dans l'austérité voir la misère, à faire fi des questions environnementales pour conserver sa position dominante et ses capacités d'enrichissement ; ce que la « troïka » a imposé à la Grèce ces dernières années l'illustre bien. Mais la situation n'est pas forcément bien meilleure dans les pays dit développés, l'Union Européenne (UE) du fait des politiques d'austérité et du manque de projet alliant économie, social et écologie est en crise partout. Les politiques néolibérales ont partout les mêmes effets et font le lit de l'extrême droite partout dans l'UE. Aux USA, cela se traduit par l'arrivée de Thrump au pouvoir dont la politique vise d'abord à conforter l'hégémonie des multinationales américaines sur l'économie mondiale, la démagogie atteignant des sommets dans son mode de gouvernement. En Amérique latine, l'oligarchie depuis des années mène une lutte acharnée contre les gouvernements hélas trop corrompus de gauche, n'hésitant pas à soutenir les forces fascisantes en les poussant au pouvoir.

Le Mouvement des Gilets Jaunes est né dans ces conditions. Il est une révolte contre les effets des politiques de classe, néolibérales, même si dans son expression il évacue trop souvent cette dimension. Ce sont de milliers de personnes, qui n'arrivent pas ou plus « à terminer le mois », qui refusent soudainement leurs conditions de non-vie. Non organisés dans les organisations traditionnelles, avec des revendications multiples, c'est d'abord le refus d'un système qui fait force de rassemblement. Et ce ne sont pas les propositions de primes, ou de blocage des augmentations de taxe qui leur apportent une réponse satisfaisante. Le sentiment fort que ces « miettes » ne leur permettent pas de penser un avenir pour eux et leurs enfants est irrémédiable, de plus qu'ils ont bien compris que les mesures dites du « 10 décembre » de Macron, même si elles représentent 10 milliards d'euros, ce qui reste à démontrer, ne touchent pas aux profits et dividendes des multinationales et des actionnaires et sont payés par les impôts c'est à dire en grande partie par eux-mêmes. Ils ont parfaitement compris la nouvelle « entourloupe » de Macron et ne l'acceptent pas malgré l'effort de propagande du gouvernement avec l'aide des médias dominants pour expliquer que leurs manifestations n'ont plus d'objet social et sont devenues séditeuses.

Petit à petit, sur les ronds-points, ou lors des rassemblements, les paroles se disent. La misère se partage. La honte fuit. L'être humain qui retrouve dignité et fierté, trouve aussi le chemin de la lutte globale contre un système qui ne profite qu'à une minorité. Ce mouvement constitue bien un rassemblement de lutte, dur et difficile, contre un adversaire qu'il devient possible de nommer : le système d'exploitation capitaliste. Et si la défiance à l'égard des corps constitués, syndicats et partis politiques, est bien réelle, c'est d'abord le fruit de leur expérience commune. Que ce soit sous l'angle d'un néolibéralisme affirmé, ou d'un social-libéralisme, les partis politiques au pouvoir ces dernières années n'ont fait que confirmer le pouvoir les plus nantis, des classes dominantes, d'une oligarchie qui domine le monde.

Dans tous ces mouvements, le « dégagisme » fait acte de programme politique. Les réseaux sociaux, s'ils permettent de lever des foules, ne permettent pas le débat, l'identification des responsabilités, et la construction de revendications communes. Ils ne permettent pas non plus les rencontres entre les habitants des banlieues populaires, rejetés dans les banlieues, vivant difficilement de minimas sociaux, et les « gilets jaunes » des zones rurales sont rejetés dans des territoires privés de transport et de services publics. C'est à ce défi que nous sommes confrontés aujourd'hui. Comment construire une société de justice sociale dans un système où l'économie domine toutes les activités y compris le politique ? Ou alors comment changer de système ?

Le Grand Débat, un Grand Enterrement pour les revendications sociales, une manipulation pour conforter la politique du gouvernement.

Disons-le clairement, le Grand Débat voulu par le Président de la République n'a jamais eu pour objectif de répondre aux questions sociales posées par les « Gilets Jaunes ». A tel point que alors que son organisation

posait comme principe un « retour à l'ordre », durant toute cette période manifestations et rassemblements ont perduré, chaque semaine. Outre les marches pour le climat, ce sont ajoutées les grèves pour la défense des services publics, la journée d'action pour la défense du pouvoir d'achat le 19 mars, celles des crayons rouges pour l'école, les luttes pour la défense de l'emploi dans l'industrie comme Ford à Blanquefort... Le Grand Débat a pour seul effet de collecter des idées et propositions, émises dans un ensemble disparate de réunions, sous la tutelle directe de ministres du gouvernement et des députés de la majorité. L'entreprise de communication est flagrante. Les 4 thèmes proposés portent déjà les éléments de réponse attendus, alors que dans le même temps les députés continuent à se réunir et voter des lois comme celle pour une « école de confiance », la loi « anticasseur », la « loi santé » qui toutes accentuent les politiques néolibérales et répressives. Les articles proposant le recours à des assistants d'éducation pour assurer des heures de cours, ou la possibilité de dissoudre les écoles élémentaires dans de nouveaux établissements sous l'égide du principal de collège, symbolisent à elles seules la casse du service public d'éducation.

Même constat dans les attendus du « Grand Débat ». Les questions clés de la justice fiscale, comme la suppression de l'ISF, ou le réexamen du versement du CICE aux entreprises sans contrepartie contraignante en matière d'emploi, ne feront pas l'objet d'une possible remise en cause, alors qu'on peut craindre que le « Grand Débat » ne serve de prétexte à introduire un devoir de contrepartie pour les personnes relevant des aides sociales. Il y a fort à parier qu'E. Macron va l'utiliser pour justifier et conforter sa politique. Lui-même, comme son gouvernement et sa majorité ne cessent d'ailleurs d'affirmer qu'il n'est pas question de « changer de cap ».

Changer de Cap !

C'est justement sous cette appellation que se construit actuellement, sous l'égide de Didier Minot et notre partenaire ODASS, une plateforme revendicative cherchant à réunir dans un même espace les revendications des associations, des coordinations associatives et réseaux, des mouvements sociaux et des aspirations émergeant du mouvement des « Gilets Jaunes ». Les organisations à l'initiative de cette plateforme « *ont souhaité construire un site pour mettre en évidence les convergences entre les revendications avancées à Commercy, les revendications des mouvements écologiques et leurs propres analyses ou propositions* ». Le CAC a naturellement décidé de soutenir et participer activement à ce travail. Une telle plateforme a pour objectif de perdurer au-delà de la période actuelle. Il s'agit de travailler à une prise de conscience collective des revendications portées par les acteurs des coordinations, tant sur la question de la répartition des richesses, de l'urgence écologique, ou de la démocratie. Et de créer une force capable de travailler ensemble à un projet de société humain et solidaire.

Fin 2018, le CAC a publié une petite brochure à 2 euros, sur le mouvement des « gilets jaunes » sous forme de « thèses ». Il s'agissait d'un premier texte offrant des éléments de réflexions sur ce mouvement. Celui-ci a connu des développements depuis, il perdure, Macron a initié ce pseudo « grand débat », qui n'est d'ailleurs pas si grand, il doit en tirer des propositions, mais face à la mobilisation qui perdure et au soutien populaire au mouvement, qui reste majoritaire, il s'est engagé vers une réponse toute répressive. Il convient donc de poursuivre l'analyse de ce mouvement, ce qu'il a apporté, ses formes, ses résultats, les réactions et réponses du gouvernement et de l'oligarchie. Le CAC, devrait donc travailler un texte le moment venu sur ce sujet, texte qui ferait suite aux « thèses ».

Une politique de démantèlement des associations et des services publics déjà à l'œuvre.

De Cap 2022 ...

Le CAC a fait ce travail d'analyse de ce qu'était CAP 2022. Nous avons réalisé un « webinaire », sous la forme de 3 vidéos pédagogiques démontant les attendus et la réalité de ce qu'il est convenu d'appeler une privatisation de l'action publique. Nous ne reviendrons pas ici sur le détail de ce rapport, sur lequel Jean Claude Boual a rédigé un réquisitoire précis. En quelques mots, CAP 2022 décrit l'action de l'État à l'horizon 2022. Les préconisations du Comité (composé exclusivement de représentants de la haute administration, de représentant de la start-up nation, des banques et des entreprises), dressent la feuille de route du gouvernement comme prolongement des précédentes politiques : Révision Générale des Politiques

Publiques de N. Sarkozy ou de la Modernisation de l'Action Publique de F. Hollande, en accentuant la mainmise des multinationales sur l'administration du pays. CAP 2022 est un condensé de la politique ultra-libérale de Macron et de son gouvernement. Il vise à la suppression de 50 000 postes de fonctionnaires, et la transformation de services de l'État en « agences », 150 000 dans l'ensemble des trois fonctions publiques.. Les multinationales et leurs représentants auront directement les clés du pouvoir. Ils auront la capacité d'élaborer eux-mêmes les lois et les normes comme par exemple l'exposé des motifs du projet de loi mobilité réalisé par un cabinet d'experts. Pour y parvenir, sans retour possible, si les politiques imposées de concurrence libre et d'évaluation sont les dogmes de base, l'adaptation des personnes à ces politiques est essentielle. Dans ce schéma, les îlots de résistance que constituent les services publics, le service public d'éducation, les associations d'Éducation Populaire et les entreprises de l'ESS pouvant constituer un autre modèle, n'ont pas de place. Il s'agit au contraire d'affaiblir « les résistances éthiques et politiques dans le service public et dans le secteur associatif » (Dardot-Laval). Le CAC est engagé avec « Convergence des services publics », un réseau d'associations et des syndicats (CGT, FSU, Solidaire), dans une mobilisation large contre ces « réformes » de la fonction publique (le gouvernement prépare un projet de loi qui doit être examiné en conseil des ministres avant la fin du mois) et de l'administration.

... au French Impact

A l'ESS, basée sur des valeurs de gouvernance démocratique et de répartition, le modèle de l'entrepreneuriat social impose une autre conception : celle du partenariat Public-Privé, perdant-perdant pour le service public. Aucun pan de la société n'y échappera, ni l'éducation avec le développement des écoles hors contrat annonçant l'attribution de chèques éducation individuels, ni la culture avec l'apparition de nouveaux modèles économiques privilégiant une culture pour chacun et une société du divertissement, ni le sport dont la création d'une agence pour le sport est annoncée, en même temps que la fin des postes de conseillers techniques d'État. Mais c'est dans le domaine social que le modèle du French Impact, ou de l'Impact social tente de s'imposer en priorité. Indemnités chômage, gratuité de l'école, dépenses de l'assurance maladie, garantie des retraites ... les politiques sociales sont considérées par le patronat et le gouvernement comme un « coût » pour la société et pour les entreprises, coût qu'il faut réduire quitte à ce qu'elles ne bénéficient plus équitablement à tous. Là est le paradigme de l'entrepreneuriat social, et de la théorie de l'impact social. 1^{er} effet, le social devient un marché dans lequel un investissement capitalistique est possible. Le marché de la misère est un marché d'avenir. 2^{ème} effet, l'investissement privé bénéficie de détaxation via les fondations et le mécénat. C'est le système de la philanthropie à la française préconisée par le Ministre dans son plan pour la vie associative. C'est la recherche d'un modèle économique pour rendre le secteur profitable. 3^{ème} effet, l'investissement social est un facteur de valorisation de l'entreprise et se pose comme modèle d'efficacité et d'innovation. C'est ce modèle qui commence à être mis en place avec les « contrats à impact social », « french impact » ou le « groupe SOS ». Les associations porteuses de solidarité, agissant auprès de tous les publics, maintenant le lien social dans les territoires les plus fragiles, se voient opposer de nouvelles formes d'organisation, faisant appel aux financements privés, exerçant une gouvernance des projets sous l'égide des investisseurs, se soumettant à peu d'évaluation de leur impact réel, et ne s'adressant qu'à des publics choisis. Mécanisme déjà bien connu à Pôle Emploi par la mise en place d'officines concurrentes, captant les fonds publics.

C'est à ce travail de décryptage que s'attelle le groupe de travail du CAC sur marchandisation et la financiarisation de l'action associative, quand les politiques sociales ont tué les politiques de solidarité des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle.

Du plan Vie Associative au plan ESS, une même logique

En 2018, le CAC a participé activement à la concertation du Ministère, co-réalisée avec le Mouvement Associatif et une pluralité d'acteurs dont le Réseau national des Maisons Associatives, et un ensemble de grandes fédérations. Deux documents en sont sortis. Un rapport de 59 propositions remises au Ministre Blanquer, et une contribution du CAC « *Une ambition nouvelle au service de la vie associative, chiche !* » proposant 10 mesures clés pour notre secteur. L'élaboration de ces propositions a été un moment important, et comme ça avait été le cas avec le rapport Borloo pour les banlieues, les propositions de

mesures que le gouvernement en a sorties montrent combien il y a si peu à attendre d'une concertation avec le gouvernement. En fait de grand plan il en ressort quelques mesures assez vides : des aides pour le regroupement d'employeurs ou la « mutation » des associations, pour la formation des bénévoles comme des « certificats de compétence ». Et aussi cette culture de la philanthropie, du mécénat et du don.

Le but de ces propositions est clairement d'ancrer la vie associative dans la société du marché et de la concurrence. Il en est de même des propositions pour l'Économie Sociale et Solidaire. Avec le Mouvement pour l'Économie Sociale, le CAC a analysé les propositions du gouvernement. Ce plan de croissance n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les acteurs. Il ne constitue aucun appui aux valeurs que l'ESS cherche à promouvoir, la logique étant le recours aux marchés publics, à la mise en concurrence et à la promotion du « French Impact », selon le modèle des partenariats Public/Privé. Comme le dit le communiqué, « Deux plans en trompe-l'œil ». Deux plans en décalage avec la situation de la France à un moment où la transition écologique, sociale, climatique, culturelle est déjà portée par des mobilisations sociales importantes. Deux plans qui laissent de côté la culture de la solidarité, l'action collective et l'intérêt général. »

Le CAC travaille à un séminaire, un colloque sur « l'impact social » à l'automne si possible, avec des partenaires afin de poursuivre ce travail de décryptage et de mobilisation contre cette dérive de « marchandisation » des associations et de l'ESS.

Vers un régime policier ?

Ne voulant, ou ne pouvant pas régler les questions sociales posées par les mouvements sociaux et les « gilets jaunes », car c'est toute sa politique ultralibérale en faveur de l'oligarchie qui est en cause, le gouvernement soutenu et pressé par la droite et l'extrême droite, a choisi la répression et le « tout ordre ». Après la banalisation de l'état d'urgence en début de mandat, il vient de faire adopter une loi dite anticasseur qui vise à l'interdiction de manifester. Cette semaine, prenant prétexte des violences de samedi dernier pendant la manifestation des « gilets jaunes », il vient d'annoncer une série de mesures contraires aux droits de humains : interdiction de manifester dans certains quartiers dans plusieurs villes, et possibilité d'interdiction totale de manifestation, augmentation des amendes de 38 à 135 euros pour participation à une manifestation non déclarée, augmentation de l'utilisation des « flach-ball » avec une police qui ira « au contact » avec la création d'unités anti-casseurs pour interpellier, utilisation de drones, utilisation de produits marquants, peinture ou produits chimiques pour pouvoir mieux repérer et interpellier, fouille des personnes, appel à l'armée. Toutes ces dispositions articulées avec les lois liberticides, font entrer la France dans le camp des « démocraties policières ».

Le CAC travaille depuis plusieurs années sur les droits associatifs et les libertés associatives. Il travaille aussi avec d'autres réseaux de défense des droits, « On ne se taira pas » (ONSTP) sur les procès baillons, et dans le collectif « civitates » sur la restriction de l'espace démocratique dans les pays de l'Union européenne. Un travail sur ce qu'est un régime policier et les conditions à remplir devrait être entrepris par le CAC afin de mieux lutter contre les dérives totalitaires du macronisme et du néolibéralisme en général.

Trois enjeux de société : Écologie, Démocratie, Solidarité

Le CAC a engagé un travail sur les transitions depuis plusieurs années. Il a mis l'accent sur le fait que transition écologique et énergétique, questions sociale et de santé, et démocratie, devaient être traitées ensemble dans une même politique globale et pas par des dispositions séparées qui s'opposent. Cette séparation ne peut qu'être profitable au « greenwashing » et aux multinationales (exemple du glyphosate, des pesticides...). Ce travail, engagé notamment avec le « groupe de travail transition » doit être poursuivi alors que les mobilisations sur ces sujets s'amplifient et que de multiples réseaux font des propositions qui méritent examen (Banque d'investissement européenne pour le climat, 66 propositions du groupe « pouvoir de vivre »...).

Le CAC reste engagé dans ces combats fondamentaux. Il n'agit pas seul mais bien au sein de larges collectifs dans lesquels se construisent les éléments pour une société humaine :

- Au sein du collectif « On ne se taira pas » qui regroupe des médias, associations et syndicats, qui luttent contre les « poursuites-bâillons » et pour la liberté d'information ;
- Avec d'autres acteurs associatifs pour définir les modes de collaboration avec les collectivités locales pour co-construire des politiques publiques ;
- Dans le Transiscopie, le portail web des alternatives, apportant des réponses concrètes à une crise systémique ;
- En appelant à « la marche du siècle », aux marches pour le climat, pour l'environnement comme au sein des réseaux de soutien à l'accueil des migrants, et pour la défense des droits humains ;
- Avec le réseau Convergence pour la défense et le développement des services publics ;
- Et comme dit plus haut, avec la plateforme inter-réseau « changer de cap ! ».

La mobilisation du CAC s'est aussi manifestée en soutien au Génépi, pour le renouvellement de sa convention avec le ministère de la justice, ou pour dénoncer les fausses mesures du plan pauvreté du gouvernement.

L'union européenne, les élections au Parlement européen le 26 mai.

L'après-midi de la « plénière » du 23 février 2019 a été consacrée à l'expression du CAC dans la campagne pour les élections au Parlement européen du 26 mai. L'Union européenne joue un rôle déterminant sur les affaires intérieures des États membres. Les domaines dans lesquels l'UE intervient sont aujourd'hui très nombreux et déterminants : le budget de l'État avec le « semestre européen » et la mise en œuvre du TSCG, les politiques commerciales et les accords de libre-échange, la concurrence, la politique agricole, la politique des transports, la réglementation et les normes environnementales, la monnaie avec l'euro, les politiques énergétique et industrielle, la pêche en mer, l'aménagement et la cohésion des territoires avec les fonds structurels, les services publics etc. Par ailleurs l'interdépendance entre États membres et aujourd'hui très forte au plan économique, monétaire, énergétique, industriel, juridique..., si bien que les affaires internes d'un pays ont des répercussions parfois déterminantes sur les affaires intérieures des autres États membres. Cette question est trop fortement sous-estimée parmi les associations et même au sein du CAC. Suite à la discussion de la plénière, il a été décidé de faire de l'information sur les enjeux de l'élection du Parlement européen qui en tant que co-législateur joue un rôle important, contrairement à ce qui est souvent affirmé à tort, dans l'élaboration et l'adoption de la législation et réglementation européenne. Un premier webinar est en cours sur les institutions et leur fonctionnement (30 mn maxi), d'autres suivront, le prochain sans doute sur les services publics en l'Europe. Le CAC sera certainement amené aussi à s'exprimer sur ces élections sur les enjeux qu'elles sous-tendent lors de la campagne électorale.

Le collectif des associations citoyennes, son rôle, son organisation.

L'an dernier nous annonçons qu'une mutation vers une organisation plus collective était devenue nécessaire pour permettre d'investir tous les chantiers pour lesquels nous étions sollicités. C'est le travail de fond que nous avons entrepris, d'abord en étoffant le groupe de coordination. Le CAC a construit et mis en cohérence ses outils participatifs, autour de notre Gare Centrale, lieu unique où nous pouvons trouver tout ce qui est nécessaire pour suivre notre engagement militant. Cette orientation d'un collectif ouvert, d'une démarche participative, permettant l'implication de plus de personnes au sein du CAC doit être poursuivie. Nous avons les outils, il nous reste à aider les femmes et les hommes engagés dans nos combats à devenir des contributeurs aux analyses de la société, des porte-paroles du CAC, des représentants des idées que nous construisons, localement ou au sein de collectifs.

Être acteur de mobilisations nationales reste une de nos priorités. Pour cela nous devons à la fois être capables de faire vivre nos groupes de travail, de traduire les analyses dans des outils simples de diffusion, et d'impulser les prises de position attendues par les associations citoyennes. C'était les engagements pris lors de la dernière AG et nous y avons travaillé, à encore trop peu.

Pour poursuivre cette orientation, et suite à notre dernière assemblée plénière, nous avons décidé de lancer un appel sur les enjeux de civilisation et la place qu'y prennent les associations citoyennes. Cette campagne qui sera lancée début avril sera présentée lors de cette assemblée.

Pour une ambition nouvelle au service de la vie associative

Comme nous l'avons dit, les associations font face à une vaste opération les mettant en difficulté, et d'abord les petites et moyennes associations. Les financements du FDVA2 ont été loin de compenser les pertes occasionnées par la suppression de la réserve parlementaire, la suppression de l'impôt sur la fortune. La suppression brutale des emplois aidés n'ont pas été compensées par la création des Parcours Emploi Compétence. La mise en concurrence systématique génère emploi précaire et dégradation des conditions de travail.

La campagne du CAC s'articule autour de 6 thématiques.

- Les associations ont un rôle indispensable dans la société
- Pour une société de la solidarité, justice sociale
- Politiques publiques, Démocratie et Intervention citoyenne
- Droits Humains – Droits culturels – Protection des personnes
- Economie Sociale et Solidaire ; non lucrativité
- Avenir des conditions de vie pour l'humanité sur la planète, environnement et climat

Elle part du simple constat que les Associations Citoyennes portent **un modèle de société** dans lequel le tout-marchand et la concurrence ne s'imposent plus à la solidarité, au bien commun et à l'intérêt général. Sur la base de leurs propres revendications, contre la logique de marchandisation du secteur associatif, pour la défense de l'emploi associatif, du droit à subvention, et la contractualisation pérenne avec les partenaires publics, le CAC appelle à l'organisation d'une action, chaque semaine, mettant en avant la situation, le rôle et la diversité des associations citoyennes, et leur contribution une société humaine, solidaire.

Cette campagne sera menée dans un premier temps jusqu'aux vacances d'été, mettant en avant une quinzaine de revendications. Elle se poursuivra à partir du mois de septembre, durant la période électorale. Les revendications mises en avant pourront constituer un véritable programme **pour une société écologique, démocratique et solidaire**. Les arguments construits seront ainsi une base pour animer débats et rencontres avec les élus politiques.

La réussite de cette campagne nécessitera aussi une implication d'un plus grand nombre d'acteurs du CAC pour identifier les revendications, réaliser les argumentaires, diffuser les informations, organiser des temps d'action en y invitant les citoyens, les élus, les représentants du monde syndical et politique, et largement les acteurs des réseaux associatifs.